

## LOI SUR LA PÉNALISATION DE LA NÉGATION DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN

## «Une connerie sans nom», estime Alain Juppé

**Le projet de loi sur la négation des génocides et notamment le génocide arménien par la Turquie a été adopté à l'Assemblée nationale française par des députés de droite comme de gauche. «Cette proposition de loi est... une connerie sans nom», avait averti la veille en conseil des ministres le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé. De quoi la France se mêle-t-elle ? protestent beaucoup. Evoquant une «trahison de l'Histoire», le pouvoir turc a immédiatement rappelé son ambassadeur en France, annoncé la suspension des visites et le gel de sa coopération politique et militaire avec la France, comme elle a annulé les exercices militaires communs en cours. Très tôt le matin, près d'un millier de personnes se sont massées devant l'Assemblée nationale avec, entre autres, ce slogan «La pêche aux voix ne doit pas se faire sur l'histoire d'un pays».**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Que dit cette loi ? Que les négationnistes de génocide, reconnus par la loi française, seront pénalisés d'un an de prison et 45 000 euros d'amende. Or, la Shoah relève du droit international et elle est déjà punie par la loi. Ce nouveau projet de loi vise en réalité le «génocide d'Arméniens par la Turquie durant la Première Guerre mondiale».

Bien qu'enrobée et noyée comme on le voit dans le terme «les génocides», sans plus de précision, il s'agit bien, pour les initiateurs de la loi, et à leur tête le président Sarkozy, du génocide arménien perpétré entre 1915 et 1917, par l'empire ottoman, reconnu par la France en janvier 2001, et qui aurait fait 1,5 million de victimes arméniennes. Cette hypocrisie sémantique apporte d'ailleurs de l'eau au moulin des adversaires de cette loi

qui trouvent dans ce texte les arguments pour s'y opposer. S'il s'agit réellement d'une loi portant sur tous les génocides, pourquoi n'a-t-on pas fait de même pour le génocide du Rwanda par exemple ?

La France, réagissent certains, «avait à voir avec le génocide des juifs dans la mesure où des Français les avaient dénoncés aux Allemands et contribué ainsi à leur génocide, mais en quoi sommes-nous concernés par le génocide perpétré sur les Arméniens ?» Pour d'autres, «la France devrait plutôt voter une loi incriminant toute négation des massacres génocidaires de Sétif et de Guelma en Algérie».

Encore une loi qui crée de la zizanie, y compris au sein de la majorité. Selon une information rapportée par le *Canard enchaîné*, reprise par plusieurs médias et non démentie par le principal intéressé, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, aurait déclaré avant l'adoption de ce texte : «Cette proposition de loi est intellectuellement, économiquement et diplomatiquement une connerie sans nom.

On n'a pas à se lancer dans un concours des génocides. Tout ça pour tenter de récupérer les voix des Français d'origine arménienne. C'est ridicule.»

L'enjeu est manifestement là, mais pas seulement d'ailleurs. La population française — d'origine arménienne — qui votera à la présidentielle en 2012, est estimée en France à un demi million. Ce n'est pas négligeable pour un candidat à la présidentielle sortant qui a besoin plus que jamais d'augmenter les intentions de vote en sa faveur.

Les députés socialistes qui ont voté cette loi ne sont pas en reste de cette opération de charme en direction des Arméniens, d'autant que beaucoup d'entre eux comptent suffisamment d'Arméniens dans leurs circonscriptions qui, par ce vote, pourraient leur assurer leur réélection aux législatives de 2012.

L'autre enjeu est à dimension européenne. Sarkozy a toujours clamé son hostilité à l'entrée de la Turquie à l'Union européenne, rejoignant en cela une grande partie de la droite et son extrême qui

ont toujours été contre l'entrée d'un pays à majorité musulmane dans l'UE.

Toujours au plan international, et selon certains analystes, le président Sarkozy ne doit pas voir d'un très bon œil la part très grande que prend actuellement la Turquie dans sa tentative de règlement des dossiers iranien, syrien et israélo-palestinien. Si sa médiation et ses tentatives venaient à aboutir, cela pourrait conférer à la Turquie une aura internationale que cherche désespérément à s'assurer le président français et favorisera peut-être même une place à l'UE.

Le texte qui vient d'être voté devra passer devant le Sénat, avant son adoption définitive. Mais là, pas de crainte. Même à majorité socialiste, le projet de loi passera sans problème, la gauche s'étant déjà prononcée pour ce texte alors que beaucoup d'historiens de cette mouvance dénoncent cette dérive consistant à faire écrire l'Histoire par les politiques, ce qui n'est pas leur rôle.

K. B.-A.

## La Turquie accuse la France d'avoir commis un génocide en Algérie

**L'ambassadeur de Turquie a quitté la France hier, Ankara haussant encore le ton et accusant la France d'avoir commis un «génocide» en Algérie, au lendemain de l'adoption par les députés français d'une proposition de loi pénalisant la négation du génocide arménien de 1915.**

L'ambassadeur Tahsin Burcuoglu «est rentré pour consultations», a déclaré à l'AFP le porte-parole de la représentation diplomatique à Paris, Engin Solakoglu.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait ordonné jeudi en représailles la suspension des visites bilatérales, le rappel pour consultations de l'ambassadeur de Turquie en France et ajouté que «les exercices militaires communs avec la France et toutes les activités militaires avec ce pays avaient été annulés» pour protester contre l'adoption de ce texte.

Hier vendredi, M. Erdogan a encore haussé le ton, accusant la France d'avoir commis un «génocide» en Algérie et le président français Nicolas Sarkozy, selon toute vraisemblance candidat à un nouveau mandat en avril prochain, de jouer sur «la haine du musulman et du Turc» à des fins électoralistes.

Jeudi soir, le chef de la diplomatie française Alain Juppé, selon plusieurs médias français opposé à l'adoption du texte, avait indiqué que la France «regrettait» les décisions de la Turquie, tout en appelant Ankara à ne pas «surréagir».

M. Erdogan avait de son côté détaillé les mesures de représailles, indiquant que la Turquie statuerait désormais au cas par cas sur toute demande militaire française d'utiliser son espace aérien et «rejette dorénavant toute demande» de visite des ports turcs par des bâtiments de guerre français.

Le Premier ministre turc a expliqué qu'il s'agissait là d'un premier train de sanctions contre la France, alliée de la Turquie au sein de l'Otan, et que, «progressivement», d'autres mesures pourraient être mises en œuvre.

«Nous révisons nos relations avec la France», a déclaré M. Erdogan qui a expliqué que la Turquie ne participerait pas à un comité économique mixte France-Turquie prévu pour janvier à Paris.

La Turquie met aussi fin aux consultations politiques avec la France, notamment sur des dossiers sensibles comme la Syrie où Ankara joue un rôle central. «Malheureusement, cette proposi-

tion de loi a été adoptée malgré tous nos avertissements (...) Cela va ouvrir des plaies irréparables et très profondes dans les relations bilatérales», a averti le chef du gouvernement.

M. Erdogan a fustigé une «politique (de la France) fondée sur le racisme, la discrimination et la xénophobie». Il s'en est particulièrement pris au président français Nicolas Sarkozy, l'accusant d'avoir instrumentalisé le génocide arménien à des fins électorales, à l'orée de la présidentielle de 2012.

«L'Histoire et les peuples ne pardonneront pas à ceux qui exploitent les faits historiques à des fins poli-

tiques», a estimé M. Erdogan, qui s'est en revanche abstenu d'annoncer des sanctions commerciales contre la France, important partenaire économique de son pays.

Le volume bilatéral des échanges s'est chiffré à près de 12 milliards d'euros en 2010.

Selon l'ambassadeur turc qui s'exprimait jeudi soir après l'annonce de son renvoi, son homologue français à Ankara ne sera pas rappelé pour consultations. Ce dernier, avait indiqué le chef de la diplomatie Alain Juppé, se trouve actuellement en vacances en France. Malgré les nombreux avertissements d'Ankara qui a dépêché plusieurs délégations

à Paris, les députés français ont voté une proposition de loi pénalisant d'un an de prison et 45 000 euros d'amende la négation d'un génocide reconnu par la loi, comme l'est depuis 2001 en France le génocide arménien de 1915, qui a fait 1,5 million de morts, selon les Arméniens.

La Turquie reconnaît que jusqu'à 500 000 Arméniens sont morts pendant des combats et leur déportation, mais non pas par une volonté d'extermination.

Pour entrer en vigueur, la proposition de loi devra cependant aussi être adoptée par le Sénat, ce qui pourrait prendre plusieurs mois.

## IRAK

## Les divergences politiques s'aiguisent entre chiites et sunnites

**La profonde méfiance entre les blocs chiite et sunnite en Irak a empêché hier la tenue d'une réunion d'urgence des dirigeants politiques convoquée pour trouver une issue à la crise entre ces deux groupes, au lendemain d'une série d'attentats meurtriers.**

Le président du Parlement, Ossama al-Noujaifi, avait annoncé cette réunion pour tenter de sortir le pays d'une crise qui paralyse les institutions et menace le fragile équilibre entre chiites, majoritaires dans le pays, et sunnites, un an après la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

Ces cinq derniers jours, un mandat d'arrêt a été lancé à l'encontre du vice-président sunnite Tarek al-Hachémi, le chef du gouvernement chiite, Nouri al-Maliki, a réclamé le limogeage du vice-Premier ministre sunnite, et le bloc parlementaire iraqiya, soutenu par les sunnites, a décidé de boycotter l'Assemblée et le gouvernement.

Jeudi, les violences sont venues s'ajouter à cette tourmente politique, avec une vague d'attentats apparemment coordonnés qui a fait au moins 60 morts et des centaines de blessés à Bagdad, quelques jours après le départ des der-

niers soldats américains du pays. «Hier (jeudi Ndlr), l'Alliance nationale (une coalition des partis religieux chiites) avait indiqué que le bloc iraqiya devrait (d'abord) cesser de boycotter le Parlement et le gouvernement, et qu'ensuite, il y aurait une réunion des groupes politiques», a déclaré un parlementaire sous le couvert de l'anonymat. «Si l'Alliance nationale ne vient pas à la réunion, il n'y a aucune raison pour qu'elle se tienne», a-t-il poursuivi.

Iraqiya, deuxième groupe parlementaire avec 82 députés, a annoncé lundi que ses neuf ministres allaient boycotter le gouvernement, deux jours après avoir suspendu sa participation aux travaux du Parlement, en dénonçant la «dictature» de M. Maliki.

Dans une interview à la BBC en arabe, M. Hachémi a de nouveau accusé hier le Premier ministre d'avoir «provoqué une crise, difficile à contrôler». «L'Irak a le droit d'avoir peur», a dit M. Hachémi, qui est accusé d'avoir financé et soutenu des attentats menés par ses gardes du corps et fait l'objet d'un mandat d'arrêt. Réfugié au Kurdistan irakien, il a rejeté ces accusations, mais s'est dit prêt à être jugé dans cette région autonome. La crise a provoqué des manifestations dans les villes à majorité sunnite comme

Samarra et Ramadi, où des centaines de personnes ont défilé en appelant les autorités à garantir un procès équitable au vice-président.

S'exprimant également dans la revue américaine *Foreign Policy*, M. Hachémi a accusé M. Maliki d'avoir pris le contrôle des institutions-clés du pays en copiant «beaucoup des comportements de Saddam», tout en parvenant à s'assurer le soutien à la fois des Etats-Unis et de l'Iran. Mercredi, M. Maliki a menacé de remplacer les neuf ministres d'Iraqiya s'ils continuaient de boycotter le gouvernement.

Il a également appelé les autorités du Kurdistan irakien à «prendre leurs responsabilités» et à remettre M. Hachémi à la justice.

Cette crise intervient quelques jours après le départ d'Irak des derniers soldats américains. Le général américain Ray Odierno, actuel chef d'état-major et ancien commandant des forces américaines en Irak, était cependant jeudi à Bagdad, où il a rencontré MM. Maliki et Noujaifi.

Et le vice-président américain Joe Biden s'est entretenu au téléphone avec le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, pour soutenir les efforts en vue de «résoudre les problèmes par un dialogue sérieux et des manières pacifiques», selon le bureau de M. Talabani.